

# Comment permettre à tous d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030

Nous ne parviendrons à mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 qu'à condition que l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène se concrétise partout, et pour tous. Ensemble, ces trois éléments constituent un socle essentiel pour progresser dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de l'emploi et du développement économique, des éléments sans lesquels l'Agenda 2030 pour le développement durable sera un échec. Étant donné le peu de progrès obtenus au cours des premières années du programme de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), nous risquons de laisser cette chance s'échapper. **Pourtant des solutions existent.** Alors que débute la première revue de l'ODD n°6, nous exhortons les gouvernements et les bailleurs à lutter contre les inégalités d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) en prenant des mesures urgentes au niveau du **financement, de l'intégration et de la pérennisation des services.**



## Financement

Comblent les besoins de financement des programmes nationaux EAH par le biais de la fiscalité, des tarifs et des transferts, en favorisant un secteur privé dynamique. Accroître l'aide publique au développement affectée au secteur EAH, et aider les pays vulnérables au risque climatique à accéder aux financements dédiés à leur lutte et axés sur l'EAH.



## Intégration

Établir des processus interministériels et pluripartites reliant la question de l'EAH aux autres thématiques qu'elle rejoint. Faire en sorte que les politiques et les programmes soient intégrés, et que les composantes EAH fassent partie intégrante des plans.

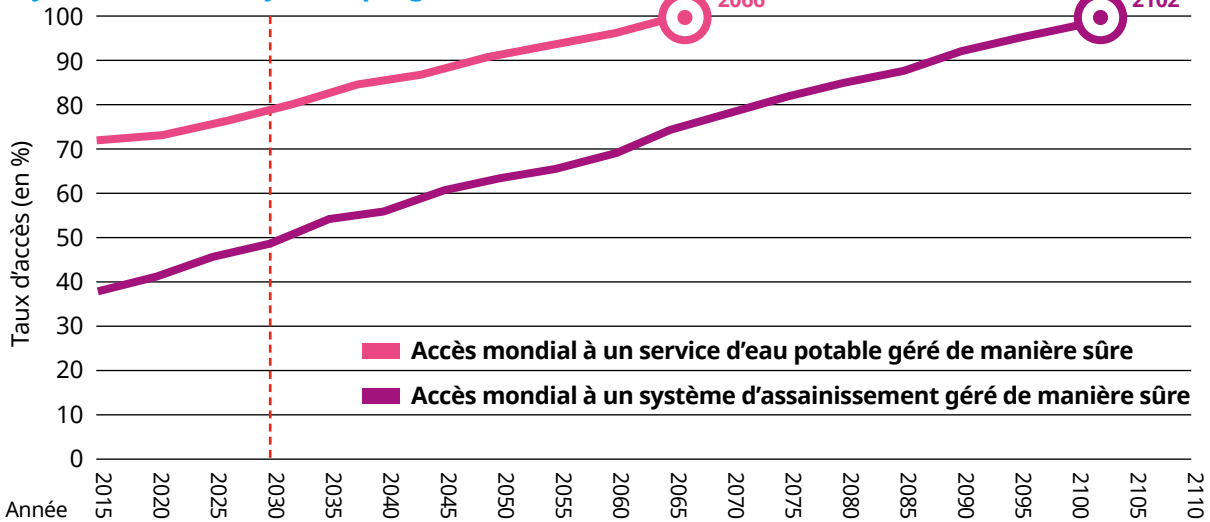


## Pérennisation

Fournir des services durables, aptes à résister au dérèglement climatique, qui suscitent un changement de comportement pérenne. Améliorer la planification, le suivi, la redevabilité et la gestion adaptative, en impliquant les populations concernées à toutes les étapes.

Lahai, 7 ans, transporte une bassine d'eau non potable provenant d'une source naturelle dans le village de Tombohuaun, en Sierra Leone. Tous les habitants du village ont des problèmes récurrents de vers intestinaux, de diarrhée et de vomissement à cause de cette eau qu'ils consomment.

### Projection de l'évolution du taux mondial d'accès à l'eau et à l'assainissement au rythme actuel moyen de progression



# Le problème

**L'accès à l'eau potable et aux toilettes est un droit humain dont sont privés des milliards d'habitants de la planète. Cette violation se traduit par des inégalités croissantes qui freinent les habitants, les pays et l'agenda du développement dans son ensemble. Et la communauté internationale agit trop peu, et trop lentement, pour résoudre ce problème. Nous devons agir maintenant.**

À ce jour, 31 % de la population mondiale n'a pas accès à un quelconque système d'assainissement de base et trois personnes sur dix n'ont pas accès à l'eau potable<sup>1</sup>. Et dans les pays à revenu faible et intermédiaire, 35 % des établissements de santé n'ont pas d'eau ni de savon pour le lavage des mains<sup>2</sup>.

Nous en connaissons les conséquences : des maladies mortelles, les heures perdues pour aller chercher de l'eau non potable, des femmes et des filles agressées pendant qu'elles sont obligées de trouver un endroit pour aller déféquer, des enfants malades qui ne vont pas à l'école. La santé de ces populations, leurs moyens d'existence et leur potentiel en souffrent, avec des effets qui paralysent le développement durable.

Sans eau potable, sans toilettes décentes et sans une bonne hygiène, l'être humain ne peut pas vivre dignement et en bonne santé. Mais pour les femmes et les enfants en particulier, avoir accès aux trois permet de sortir de l'extrême pauvreté.

L'ODD n°6 n'est pas simplement un but en lui-même : s'il n'est pas atteint, d'autres ne seront pas atteints non plus. Faute d'action urgente, les progrès en matière de nutrition, d'éducation, de santé, ou liés aux questions de genre, aux inégalités, à la paix,

à la stabilité et autres seront sapés, avec d'inévitables répercussions.

**Tant que ces droits humains ne seront pas respectés partout, et pour tous, des milliards de personnes resteront prisonnières de la pauvreté, et l'Agenda 2030 n'aboutira à rien.**

Nous avons franchi des premiers pas importants. La communauté internationale a reconnu le fait que l'eau et l'assainissement sont des conditions essentielles pour vivre dignement, en adoptant les résolutions des Nations unies qui mettent les droits humains au cœur du développement.

Mais les progrès ont été beaucoup trop lents, et le retard pris se traduit par des décès et un retour en arrière par rapport aux avancées durement acquises. Des milliards d'habitants de la planète parmi les plus défavorisés, qui vivent dans la plus grande pauvreté, sont laissés pour compte. Si nous n'accélérons pas considérablement les progrès maintenant, 90 pays n'atteindront pas les cibles de l'ODD n°6 d'ici 2030, certains devant attendre encore plusieurs siècles.

Des siècles pendant lesquels on continuera à mourir à cause de maladies évitables. Des siècles pendant lesquels le développement des enfants sera irrémédiablement entravé par les maladies parasitaires et les épisodes de diarrhée à répétition qui les laissent sous-alimentés. Des siècles pendant lesquels des femmes perdront la vie en mettant leur enfant au monde parce que les sages-femmes n'ont pas de quoi se laver les mains.

Mais en agissant de toute urgence au niveau mondial et national sur le financement, l'intégration et la pérennisation des services, on peut changer tout cela.

<sup>1</sup> OMS et UNICEF. *Progress on drinking water, sanitation and hygiene: 2017 update and SDG baselines*. Genève: Organisation mondiale de la santé (OMS) et Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) 2017, licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO. Consultable sur [www.who.int/water\\_sanitation\\_health/publications/jmp-2017/en/](http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/jmp-2017/en/) (consulté le 19 janvier 2018).

<sup>2</sup> Cette statistique a été actualisée dans ce document d'information en mars 2018.

<sup>3</sup> OMS (2015). *Water, sanitation and hygiene in healthcare facilities. Status in low and middle-income countries and way forward*. Genève : Organisation mondiale de la santé. Consultable sur [www.who.int/water\\_sanitation\\_health/publications/wash-hcf-10things.pdf](http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/wash-hcf-10things.pdf) (consultée le 2 novembre 2017).

# Trois solutions



Neneng avec son fils devant leur nouvelle salle de bain, en Indonésie.



Si chaque habitant de la planète, où qu'il vive, peut accéder à l'eau potable, à des toilettes décentes et à une bonne hygiène, nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté et construire un avenir durable. Mais nous devons agir maintenant pour concrétiser cet objectif, en augmentant et en améliorant le financement, l'intégration et la pérennité des services.

Intervenir sur chacun de ces aspects aura des effets bénéfiques. Agir sur les trois fronts changera tout.

## 1. Financement

On estime qu'un dollar dépensé pour l'eau et l'assainissement produit en moyenne un retour sur investissement de quatre dollars sur le plan économique. L'eau, l'assainissement et l'hygiène sont un très bon investissement. Pourtant ce secteur souffre d'un manque de financement chronique dans de nombreux pays en développement.

Malgré le statut de l'eau potable et de l'assainissement en tant que droits humains, plus de 80 % des pays déclarent qu'ils n'ont pas les fonds suffisants pour atteindre leurs cibles nationales, sans même parler des niveaux de service plus élevés prévus dans le cadre de l'ODD n°6<sup>3</sup>. Pour atteindre les cibles 6.1 et 6.2, il faudra tripler les dépenses d'investissement pour atteindre 114 milliards de dollars par an, auxquels devront s'ajouter les coûts de fonctionnement et d'entretien<sup>4</sup>.

La tarification, la fiscalité et les transferts sont les principaux moyens de financement

du secteur, et jouent un rôle central s'agissant de mobiliser de nouvelles ressources. Par le biais de la tarification, des redevances et des systèmes d'auto-provisionnement, les ménages constituent la plus grande source de financement.

Pour améliorer le financement, il faut lever les obstacles à la capacité d'absorption des fonds là où les sommes disponibles ne sont pas utilisées. Et pour améliorer l'absorption, nous devons résoudre divers problèmes dont le manque de personnel qualifié, l'équilibre entre dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement au niveau des collectivités locales, ou encore la complexité des procédures des bailleurs.

Mais il faut aussi que les pouvoirs publics communiquent davantage de données et soient plus transparents, améliorent les politiques, utilisent mieux les ressources et développent leur capacité à rendre compte aux citoyens.

<sup>3</sup> ONU-Eau (2017). *UN-Water global analysis and assessment of sanitation and drinking-water (GLAAS) 2017 report: financing universal water, sanitation and hygiene under the sustainable development goals*. Geneva: World Health Organization. Available at [www.who.int/water\\_sanitation\\_health/publications/glaas-report-2017/en/](http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/glaas-report-2017/en/) (consulté le 2 novembre 2017).

<sup>4</sup> Hutton G and Varughese M (2016). *The Costs of Meeting the 2030 Sustainable Development Goal Targets on Drinking Water, Sanitation, and Hygiene*. Banque mondiale et Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale. Consultable sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/415441467988938343/pdf/103171-PUB-Box394556B-PUBLIC-EPI-K8543-ADD-SERIES.pdf> (consulté le 2 novembre 2017).

## Actions requises pour améliorer le financement :

- Tous les gouvernements doivent prioriser l'EAH via la mobilisation des ressources domestiques, les pays donateurs devant pour leur part augmenter le volume de l'aide publique au développement (APD). Cette aide est nécessaire pour financer les dépenses d'investissement permettant de combler les insuffisances infrastructurelles, et pour contribuer à la pérennisation des services. Pour définir une trajectoire crédible vers l'atteinte de l'ODD n°6, le volume de l'APD doit fortement augmenter. Dans beaucoup de pays, la pérennité financière nécessite de mettre davantage l'accent sur les aides directes plutôt que sur les prêts.
- Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que la tarification soit abordable pour tous les habitants, en mettant en place des garde-fous suffisants pour protéger ceux qui vivent dans la pauvreté.
- Pour mobiliser efficacement les financements domestiques, les gouvernements doivent encourager un secteur privé dynamique, et permettre aux petites entreprises et aux entrepreneurs de l'EAH de travailler efficacement.
- Les pouvoirs publics doivent renforcer la régulation là où des opérateurs peu scrupuleux exploitent les plus pauvres, ou lorsque la pollution menace des sources d'approvisionnement vitales.
- La communauté internationale doit aider les pays à faible revenu menacés par le risque climatique à accéder aux fonds dédiés axés sur l'EAH. Le dérèglement climatique risque d'annuler une grande partie des avancées faites en matière d'accès à l'EAH pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables au risque climatique.

### Étude de cas : Renforcement des capacités des opérateurs et mobilisation de financements privés dans les zones rurales et urbaines en Indonésie

Le gouvernement indonésien a mis en place des organisations communautaires pour gérer les services d'eau et d'assainissement dans les zones rurales, en leur déléguant la responsabilité des services. Mais, en 2015, 73 % n'avaient pas encore atteint le seuil de rentabilité et peu s'étaient financées auprès des banques. Du fait d'une méconnaissance du secteur de l'eau et de l'assainissement de la part des banques, et de la difficulté pour les organisations communautaires de remplir les conditions d'obtention des prêts, l'accès au financement était limité.

Fin 2016, l'organisation Water.org a lancé un programme pour renforcer les organisations communautaires et les aider à se financer. Ce programme en trois volets a commencé par dresser un inventaire des organisations communautaires, en renforçant ensuite la capacité des plus prometteuses à obtenir des financements et en cherchant à les rendre plus attractives pour les financeurs. Water.org aide ensuite les organisations communautaires à préparer et à présenter leurs demandes de prêts, tout en encourageant les organismes bancaires à envisager les opportunités de financement de ce type d'organisations.

En avril 2017, 137 organisations avaient achevé la phase de renforcement des capacités, 17 ayant effectué l'intégralité de la démarche et obtenu des prêts de la part des organismes locaux de microcrédit. Les prêts ont permis de raccorder 564 familles au service d'eau pour la première fois, d'améliorer les services pour 5 988 ménages et d'étendre le réseau<sup>5, ii</sup>.



Une habitante ayant bénéficié d'un microcrédit utilise son nouveau raccordement au service d'eau près de Jakarta, en Indonésie.

<sup>5</sup> Fonseca C, Pories L (2017). *Financing WASH: how to increase funds for the sector while reducing inequalities: position paper for the Sanitation and Water for All Finance Ministers Meeting*. The Hague, Netherlands: IRC, water.org, Ministry of Foreign Affairs and Simavi. Consultable sur [www.ircwash.org/resources/financing-wash-how-increase-funds-sector-while-reducing-inequalities-position-paper](http://www.ircwash.org/resources/financing-wash-how-increase-funds-sector-while-reducing-inequalities-position-paper) (consulté le 2 novembre 2017).

<sup>ii</sup> Nous remercions Water.org de nous avoir autorisés à inclure cette étude de cas tirée du rapport « *Improving utility capacity and catalysing private financing in rural and urban Indonesia* ».



## 2. Intégration

Pour concrétiser l'ODD n°6, et l'ensemble de l'Agenda 2030, il sera essentiel d'adopter une approche intégrée au niveau des ministères, des secteurs et des parties prenantes. Car la réussite de nombreux autres ODD dépend de l'atteinte des cibles en matière d'accès à l'eau potable, d'assainissement et d'hygiène. Concrétiser l'ODD n°6 est par exemple crucial pour mettre fin à la malnutrition (Objectif n°2) et aux décès évitables des nouveau-nés et des jeunes enfants (Objectif n°3)<sup>6</sup>. Et sans accès universel à ces services, l'Objectif n°10 de réduction des inégalités n'a pas la moindre chance d'être réalisé.

Inversement, l'ODD n°6 ne sera pas atteint en se focalisant uniquement sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Nous devons faire en sorte que les plans et actions qui portent sur des enjeux interdépendants soient intégrés. La collaboration entre les différents secteurs, de l'échelon ministériel à l'échelon local, permettra aux acteurs concernés de relier les différentes stratégies et de coordonner leurs interventions, en maximisant ainsi les opportunités et en obtenant des résultats supérieurs à la somme de leurs actions individuelles.

Les filles et les femmes sont par exemple affectées de manière disproportionnée par le manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour des raisons à la fois biologiques, culturelles et sociales. Ceci a des conséquences sur leurs besoins particuliers dans ce domaine, tout en constituant souvent des freins spécifiques qui les empêchent d'accéder à ces services. Pourtant les politiques et programmes qui portent sur l'EAH et sur les questions de genre négligent souvent les relations d'interdépendance essentielles entre ces différents freins, comme les liens entre EAH et hygiène menstruelle ou EAH et mortalité maternelle. L'ODD n°6 ne pourra être atteint qu'à condition d'adopter une approche fondée sur les droits humains et qui tient compte de la sexo-spécificité pour les services EAH ; et l'ODD n°5 relatif à l'égalité hommes-femmes ne sera atteint qu'en intégrant des interventions visant les besoins uniques des femmes et des filles en matière d'EAH.

Trois adolescentes posent devant le bloc sanitaire coloré de leur école dans le district de Pallisa, en Ouganda.



<sup>6</sup>WaterAid (2016). *Un départ sain : le premier mois de la vie*. Londres, UK: WaterAid. Consultable sur [www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=02c3b5d6-4ffd-4844-8d5a-0083e8e522ff](http://www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=02c3b5d6-4ffd-4844-8d5a-0083e8e522ff) (consulté le 2 novembre 2017).

## Actions requises pour améliorer l'intégration intersectorielle :

- Les pouvoirs publics doivent établir des processus interministériels et multipartites efficaces reliant les enjeux interdépendants comme l'EAH et la santé, l'éducation, la nutrition et le genre (comme l'illustre l'étude de cas).
- Les décideurs politiques doivent ancrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les plans et les budgets en y associant des objectifs interdépendants, portant notamment sur la santé, la nutrition et l'éducation. Leur recoupement réciproque d'un secteur à l'autre permettra de faire en sorte que chacun soit plus à même d'atteindre ses objectifs.
- Les bailleurs doivent veiller à l'adoption d'une approche intégrée au niveau de leurs politiques et leurs programmes, et dans l'action menée par le biais des agences multilatérales, de la société civile et du secteur privé.



WaterAid/ Tom Greenwood

Nam, 7 ans, et Vuth, 9 ans, se lavent les mains à l'eau claire près du nouveau puits du village, à Prek Bei, district de Phnom Kravanh, au Cambodge.

### Étude de cas : Action et politiques intégrées en faveur de la nutrition et de l'EAH au Cambodge

Malgré une croissance économique régulière et une baisse de la pauvreté, la malnutrition reste un enjeu de santé publique majeur au Cambodge, où un enfant sur trois souffre d'un retard de croissance<sup>7</sup>. La stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2014 à 2018, portée par le Conseil pour l'agriculture et le développement rural (CADR) du Cambodge plaide pour l'intégration de l'EAH dans les programmes nutritionnels visant la femme et l'enfant<sup>iii</sup>. Elle définit les mécanismes institutionnels mis en place pour coordonner l'action sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et s'engage à renforcer la capacité des autorités à planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi-évaluation des programmes multisectoriels.

Le CADR a réuni le ministère du Développement rural, le ministère de la Santé, les principaux bailleurs et les partenaires du développement au sein d'un groupe de travail EAH-Nutrition qui pilote l'action intégrée. Le groupe a défini une théorie du changement pour la mise en place de programmes de nutrition intégrés,

mandaté une étude pour identifier les obstacles et solutions possibles, et identifié les priorités d'action. Pour sensibiliser encore davantage à la nécessité d'une action commune, et pour obtenir l'adhésion au plus haut niveau politique, le CADR et les principaux membres du groupe de travail ont organisé un atelier national dont le thème était « Une meilleure hygiène et une meilleure nutrition font grandir les enfants : des recherches à l'impact ».

Les partenaires du développement et tous les échelons gouvernementaux se sont appropriés la stratégie multisectorielle intégrée, qui est fondée sur des éléments probants et portée par le gouvernement. Les représentants en charge de la santé, du développement rural et de l'agriculture au niveau territorial se sont emparés de ce sujet, et les partenaires gouvernementaux et du développement s'en font l'écho dans les villages, les districts et les provinces. Un nombre croissant de bailleurs s'appuient sur ses premières réussites.

<sup>7</sup> National Institute of Statistics, Directorate General for Health and ICF International (2015). *Cambodia Demographic and Health survey 2014*. Phnom Penh, Cambodia and Rockville, Maryland, USA. Consultable sur <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr312/fr312.pdf> (consulté le 2 novembre 2017).

<sup>iii</sup> Cette étude de cas est adaptée de Development Initiatives (2017). « Rapport mondial sur la nutrition 2017 : la nutrition au service des ODD ». Bristol, UK: Development Initiatives. Consultable sur [www.globalnutritionreport.org/files/2017/11/Report\\_2017.pdf](http://www.globalnutritionreport.org/files/2017/11/Report_2017.pdf) (consulté le 2 novembre 2017).



### 3. Pérennisation

La pérennisation consiste à faire en sorte que les bénéfices résultant de l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à une bonne hygiène perdurent. Si on ne met pas l'accent sur des services et des pratiques durables, l'accès à l'EAH régresse, rendant impossible l'objectif de l'accès universel d'ici 2030, et ruinant de coûteux efforts.

Garantir la pérennité des services, c'est aller plus loin que veiller au bon fonctionnement des pompes manuelles et des toilettes. Les menaces qui pèsent sur les services sont notamment le manque de financement, des capacités limitées, une mauvaise gouvernance, la variabilité du climat, le changement climatique, la dégradation des écosystèmes, les défis posés par le changement des comportements, et une demande croissante pour les ressources en eau. Pour que ces questions complexes, évolutives et multidimensionnelles ne compromettent pas les services d'eau et d'assainissement, il faut adopter une

approche globale, à l'échelle du système tout entier, en impliquant les populations locales à chaque étape.

Face aux effets de plus en plus extrêmes du changement climatique, qui risquent d'inverser les avancées obtenues en matière d'EAH pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables au risque climatique, les services doivent être adaptés, et rendus plus résilients.

Une bénévole anime une session sur l'hygiène à l'hôpital de district de Khalanja, dans le district de Jajarkot, au Népal.





## Actions requises pour améliorer la pérennité :

- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent s'appuyer sur des approches et des systèmes qui permettent la fourniture de services EAH durables et résilients face à la menace climatique.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent impliquer les populations concernées, notamment les plus marginalisées, de la planification à la mise en œuvre (voir étude de cas), et les aider à demander l'accès à ces services.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent mettre l'accent sur le changement des comportements pour améliorer l'utilisation des équipements et les pratiques d'hygiène afin de maximiser les bienfaits et la durabilité des services.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent mettre l'accent sur le renforcement et le développement de services durables en améliorant leur planification et leur suivi, et par une plus grande redevabilité et une gestion adaptative des services.



Des membres du groupe ABIGAIL dansent pour célébrer la mise en service d'un point d'eau.

## Étude de cas : Garantir un changement durable, porté par la communauté, grâce au développement endogène au Ghana

Pendant des décennies, les acteurs du développement qui interviennent sur l'EAH se sont focalisés sur la fourniture des infrastructures, en ignorant largement les facteurs culturels qui affectent les pratiques et les comportements liés à ces services, ainsi que l'acceptation par les usagers de solutions venant de l'extérieur. WaterAid a pris conscience du fait qu'en faisant appel aux ressources culturelles déjà présentes localement, il était possible d'aider les habitants à être le moteur de leur propre développement, plus rapidement et avec plus de succès.

WaterAid s'est appuyée sur l'approche du développement endogène, qui s'intéresse au bien-être social, culturel et spirituel des populations locales, pour développer un processus de promotion de l'hygiène et de l'assainissement au niveau communautaire (ED-CHaSP). Il permet aux habitants de concevoir des supports de communication tenant compte des facteurs culturels pour promouvoir le changement des comportements, et de contribuer efficacement à leur diffusion, ce qui se traduit par un changement de comportement durable et une plus grande pérennité des services.

Par le biais du processus ED-CHaSP, WaterAid Ghana modifie sa façon de travailler en partenariat avec les populations locales et leurs institutions. En renforçant les capacités des collectivités locales, elle s'efforce de prôner une approche plus participative de la gouvernance. WaterAid Ghana a travaillé en collaboration étroite avec l'association de femmes ABIGAIL à Okeyrekrom, et cinq autres communautés ont transposé les effets positifs obtenus en matière d'assainissement et d'hygiène à l'initiative de cette association. Cet « effet multiplicateur » s'est étendu par-delà l'EAH avec, selon les habitants, un leadership plus affirmé des femmes et une revitalisation des composantes culturelles positives.

# En prenant les mesures requises, et en rendant compte par rapport à ce qui est fait, nous atteindrons l'Objectif n°6

L'objectif n°6 peut être atteint à condition que les gouvernants fassent preuve d'un solide leadership en priorisant l'EAH, et s'engagent résolument à concrétiser les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement.

Les progrès accomplis à ce jour ont été décevants. **Si nous voulons garantir des conditions de vie plus saines, et un meilleur état de santé partout, et pour tous, nous devons faire beaucoup plus.** Les États ont pris des engagements légalement contraignants pour concrétiser ces droits humains fondamentaux pour tous, ils doivent maintenant honorer leurs promesses.

Les gouvernements sont tenus de rendre compte de la manière dont ils traduisent leurs engagements en un changement concret. Il faut pour cela des mécanismes efficaces de suivi qui portent sur l'accès aux services, les institutions, les politiques et la législation, ainsi que des opportunités pour les acteurs de la société civile – dotés des capacités requises – de leur demander des comptes à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

**Les États membres doivent renforcer les mécanismes qui entourent le Forum politique de haut niveau pour qu'il soit adapté aux besoins,** en associant l'obligation de rendre compte par rapport aux engagements des ODD et leurs devoirs connexes en matière de droits humains fondamentaux. Ils doivent aussi renforcer le suivi à l'échelle nationale via des cycles réguliers de planification et d'examen multisectoriels.

**Pour créer un environnement propice au sein duquel les gouvernements sont en capacité d'honorer leurs obligations légales, des mesures urgentes doivent être prises sur le plan du financement, de l'intégration et de la pérennisation des interventions portant sur l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.** Progresser plus vite sur chacun de ces aspects sauvera des vies et favorisera le développement. Mais des actions immédiates, efficaces sur ces trois fronts permettront de mettre un terme à la crise de l'EAH, en transformant totalement la vie de milliards de personnes. En allouant plus de ressources au renforcement du secteur, et en adoptant une approche intégrée au niveau des plans et pratiques axés sur l'obtention d'un changement pérenne, nous pouvons faire de l'accès aux services une réalité partout, et pour tous, et atteindre les cibles de l'ODD n°6.

On ne soulignera jamais assez à quel point il est urgent d'améliorer radicalement la situation. Les avancées lentes et insuffisantes coûtent chaque jour des vies, et sapent l'espoir. Nous devons agir maintenant, et agir à bon escient, pour assurer un avenir durable et équitable pour tous.



**Agissez maintenant  
pour l'accès à  
l'eau potable et à  
l'assainissement  
partout, et pour tous,  
d'ici 2030.**

Couverture : Mandari Bitalu se lave les mains au point d'eau à Dhime, district de Jajarkot, au Népal.

Ramsha, 13 ans, se lave les mains au bloc sanitaire de son école à Muzaffargarh, province du Pendjab, au Pakistan.

WaterAid  
Mars 2018

[www.washmatters.wateraid.org/  
sdg-6-review](http://www.washmatters.wateraid.org/sdg-6-review)

 @wateraid

Référence recommandée : WaterAid (2018).  
« Comment permettre à tous d'avoir accès à l'eau  
et à l'assainissement d'ici 2030 ».

Londres, Royaume-Uni: WaterAid.

WaterAid est une organisation à but non lucratif :

Australie : ABN 99 700 687 141

États-Unis : WaterAid America est une organisation sans but  
lucratif de statut 501(c) (3)

Canada : Organisme caritatif n°119288934 RR0001

Inde : U85100DL2010NPL200169

Suède : Org.nr: 802426-1268, PG: 90 01 62-9, BG: 900-1629

Royaume-Uni : 288701 (Angleterre et Pays de Galles) et  
SC039479 (Écosse)

# Que faites-vous pour mettre l'eau, l'assainissement et l'hygiène en tête des priorités ?

Agissez maintenant pour faire de l'accès à l'eau potable, aux toilettes et à l'hygiène une réalité partout et pour tous d'ici 2030.

## Financement

- Les gouvernements doivent combler les besoins de financement des programmes nationaux EAH par le biais de la fiscalité, des tarifs et des transferts.
- Les gouvernements doivent renforcer la mobilisation du financement domestique, par une augmentation significative des dépenses, et par des systèmes de tarification efficaces et abordables, tout en favorisant un secteur privé dynamiquement correctement régulé.
- Les bailleurs doivent augmenter de manière significative l'aide publique au développement affectée au secteur EAH.
- La communauté internationale doit aider les pays vulnérables au risque climatique à accéder aux fonds dédiés axés sur l'EAH pour accroître leur résilience.

## Intégration

- Les gouvernements doivent établir des processus interministériels et multipartites efficaces reliant la question de l'EAH aux autres thématiques qu'elle rejoint, afin de multiplier les effets positifs dans tous les domaines concernés.
- Les décideurs politiques doivent ancrer l'EAH dans leurs plans en y associant des objectifs interdépendants.
- Les bailleurs doivent veiller à l'adoption d'une approche intégrée au niveau de leurs politiques et de leurs programmes, et dans l'action menée via les agences multilatérales, la société civile et le secteur privé.

## Pérennisation

- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent fournir des services durables, aptes à résister à la menace climatique.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent impliquer les populations concernées à toutes les étapes de la planification, du suivi et de la mise en œuvre.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent mettre l'accent sur le changement des comportements pour maximiser les bienfaits et la durabilité des services.
- Les pouvoirs publics, les bailleurs et les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent améliorer la planification, le suivi, leur capacité à rendre compte et la gestion adaptative des services.



WaterAid est une organisation internationale sans but lucratif, déterminée à faire de l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à une bonne hygiène quelque chose de normal partout et pour tous en une génération. Ce n'est qu'en ayant durablement réglé ces trois questions essentielles que l'on peut transformer sa vie pour de bon.